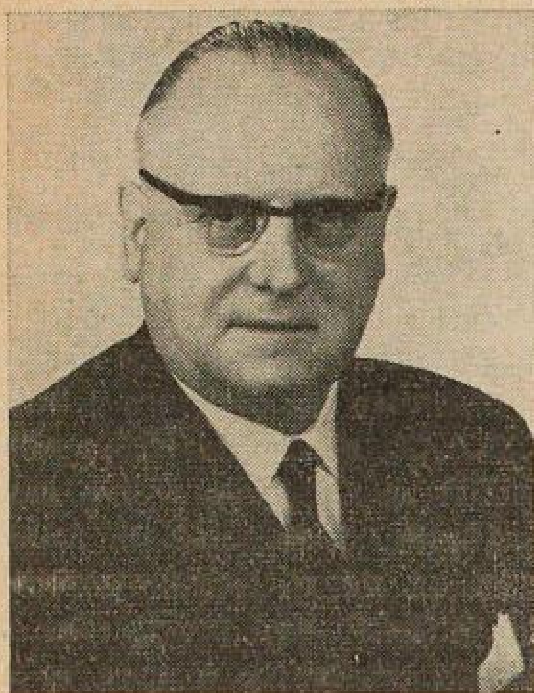


REPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté — Egalité — Fraternité

Élections Législatives de Mars 1967

13ème Circonscription du Nord — *Cantons de BAILLEUL - HAZEBROUCK - MERVILLE*

Électrices, Électeurs,

Enfant du pays, appartenant à une vieille famille flamande, je suis né le 31 janvier 1910 à Bailleul dont je ne suis parti que chassé par l'envahisseur. Après mes études de Droit, j'ai fait partie de la rédaction de nombreux journaux et agences de presse et j'ai assuré soit la rubrique diplomatique, soit la rubrique parlementaire, ce qui m'a permis, d'une part de me tenir au courant des problèmes internationaux et d'autre part en suivant les débats du Parlement de me former de façon complète à la vie politique.

En juin 1946, le Président Robert SCHUMAN alors Ministre des Finances fit appel à moi comme Directeur Adjoint de son Cabinet. A ce poste important j'ai pu me familiariser à l'échelon le plus élevé avec les problèmes économiques et financiers de la France. - Jouissant de la confiance du Président Robert SCHUMAN j'ai participé activement à la constitution de son gouvernement et le Président Robert SCHUMAN m'a alors confié le Poste de Directeur Adjoint de son Cabinet à la Présidence du Conseil. Lorsque M. Robert SCHUMAN quitta la Présidence du Conseil, le Président André MARIE d'accord avec le Président Robert SCHUMAN auquel il succédait me demanda d'être Directeur Adjoint de son Cabinet à la Présidence du Conseil.

Après avoir occupé différents postes dans l'Administration et dans le secteur privé, j'ai été chargé en 1961 à la fois de la Direction des Relations Extérieures de la F.I.M.T.M. et de la Direction-Rédaction en Chef de l'hebdomadaire « Industries Mécaniques » dont je me suis fait mettre en congé pour pouvoir me présenter librement devant vous.

J'ai donc l'honneur de vous exposer les grandes lignes de l'action que j'entends mener à l'Assemblée Nationale si vous voulez bien m'accorder votre confiance :

● Pour une stabilité durable et efficace

LA STABILITE POLITIQUE EST NON SEULEMENT NECESSAIRE MAIS INDISPENSABLE. Seul, le Centre Démocrate peut assurer dans l'avenir la continuité de la stabilité, car au Parlement la majorité de demain sera le centre qui sera le point de rencontre de la majorité des Français.

Donc, d'une part, nous refusons les jeux stériles du passé et d'autre part, nous refusons le bilan décevant et les incertitudes du régime actuel qui conduit à la stagnation. O LA STABILITE NE DOIT EN AUCUNE FAÇON SIGNIFIER LA STAGNATION. En effet, une STABILITE DURABLE ET EFFICACE, c'est-à-dire celle à laquelle aspire la très grande majorité des Français, ne peut en aucune façon dépendre d'un homme seul et âgé, quel que soit son prestige passé - car il n'est pas éternel – mais DOIT TROUVER SA FORCE DANS LE RESPECT DE LA CONSTITUTION ET LE FONCTIONNEMENT NORMAL DES INSTITUTIONS DE LA REPUBLIQUE.

Le Centre Démocrate offre ainsi aux Français une assurance pour l'avenir.

● Pour une politique économique dynamique et constructive

EN DEPIT des affirmations officielles et malgré HUIT ANNEES DE POUVOIR SANS PARTAGE, LA SANTE ECONOMIQUE DE LA FRANCE EST MAUVAISE. La France devient techniquement un pays sous-développé par rapport aux autres pays du Marché Commun : elle est au dernier rang de l'Europe des Six d'une part pour le taux de l'accroissement industriel, d'autre part pour l'accroissement du pouvoir d'achat. L'investissement s'est dangereusement dégradé, entraînant de très graves difficultés d'emploi dans plusieurs secteurs de l'économie. DEPUIS LA LIBERATION, LA FRANCE N'A JAMAIS EU AUTANT DE CHOMEURS QU'AUJOURD'HUI. L'avenir des jeunes est menacé et les personnes âgées sont sacrifiées.

Il est donc nécessaire de mettre en œuvre, au plus tôt, une véritable politique d'expansion permettant de produire plus, de produire mieux et de répartir équitablement les résultats d'une meilleure productivité. Mais pour atteindre ce but, il faut, d'une part laisser jouer l'initiative privée, orientée par une planification démocratique, et qui devra être élaborée non pas dans un sens arbitraire par des technocrates irresponsables, comme c'est le cas actuellement, mais par l'ensemble des corps sociaux (organisations professionnelles, syndicales, etc...) dialoguant librement, et d'autre part, relancer les investissements par une modification de la fiscalité et une modernisation du crédit.

En un mot, il faut RENDRE à L'INDUSTRIE FRANÇAISE SA COMPETITIVITE pour la lutte qui s'annonce sévère entre les nations sur le plan industriel.

En outre, il convient d'assurer aux PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, au COMMERCE et à l'ARTISANAT la place qui leur revient dans l'économie du pays, car contrairement à ce que pense une certaine bureaucratie aveugle les petites et moyennes entreprises, le commerce et l'artisanat représentent une part importante de la vie économique et sociale du pays, et auxquels il est nécessaire de redonner toutes leurs chances en leur assurant la justice fiscale.

● Pour une politique agricole réaliste

Permettre à l'exploitation familiale de survivre aux attaques stupides de certains technocrates ; Faciliter l'emploi des techniques nouvelles et le développement de la mécanisation ; Mettre à la disposition des agriculteurs les moyens de financement nécessaires à l'installation et à la modernisation de leur exploitation ; organiser et faciliter la formation générale et professionnelle des jeunes agriculteurs dont le métier exige des connaissances nouvelles chaque jour et faciliter leur installation ; assurer le reclassement des agriculteurs obligés de quitter la terre en raison de l'évolution économique ou des expropriations et ainsi, ne pas accroître « l'armée » déjà très importante des chômeurs ; arrêter l'augmentation des charges fiscales qui pèsent sur l'agriculture et rejeter définitivement le droit de reprise de 14 % qui actuellement n'est que suspendu ; renforcer le pouvoir économique des agriculteurs par une politique des prix agricoles assurant la rentabilité des exploitations - Au moment où, (1er juillet 1968) doivent définitivement s'ouvrir les barrières douanières dans l'Europe des Six, donner aux paysans les

moyens de faire face efficacement à la concurrence, dont ils doivent triompher, s'ils trouvent auprès des pouvoirs publics une aide aussi efficace que celle dont bénéficient dans leur pays les agriculteurs des nations voisines ; déterminer une véritable politique d'orientation de la production agricole et poursuivre la mise au point de la politique agricole commune.

● Pour une politique sociale active

Il faut organiser la société pour le bonheur de l'Homme et dans ce but il faut :

Démocratiser l'Enseignement afin d'assurer l'égalité des chances au départ ; maintenir la liberté de l'Enseignement en assurant sur le plan financier la justice scolaire ; développer la formation professionnelle pour permettre aux jeunes d'avoir la qualification technique nécessaire, et aux adultes de se reclasser ; supprimer les zones de salaire ; réduire la durée du travail et abaisser l'âge de la retraite par étapes dans toute la mesure du possible ; garantir et élargir les libertés syndicales ; améliorer le sort des personnes âgées et réinsérer dans la vie économique les personnes handicapées ; lutter contre les inégalités sociales dont sont victimes les travailleurs payés au S.M.I.G. et au S.M.A.G., ainsi que les familles dont les ressources n'ont pas progressé au rythme général des revenus ; déterminer une politique familiale active assurant le développement des différents avantages dont bénéficient les familles (allocations familiales, indemnité de salaire unique, allocation logement) ; défendre le droit à la santé pour tous, notamment par la création de nouveaux hôpitaux et l'égalité de tous devant la sécurité sociale ; assurer aux veuves des salariés le maintien définitif des prestations de Sécurité sociale après la mort de leur conjoint ; construire de nombreuses habitations afin de permettre à tous et en particulier aux jeunes et aux personnes âgées, d'être logés sans luxe mais avec le confort qu'exige le monde moderne ; assurer une croissance harmonieuse des revenus ; assurer le respect des droits imprescriptibles des anciens combattants, des mutilés, des veuves et des victimes civiles et la reconnaissance des droits des anciens combattants d'Algérie.

● Pour une politique d'indépendance et de paix

La Paix et l'indépendance ne sont possibles que par la puissance. Seule l'Europe unie peut constituer une puissance à l'échelle mondiale. L'Europe de demain doit être une communauté de peuples égaux acceptant les institutions communes avec un parlement élu au suffrage universel. L'Europe enfin unie, constituera alors un facteur de sécurité et de paix : elle sera dans l'organisation du monde libre le partenaire égal des Etats-Unis dans la défense de la civilisation occidentale.

● Pour une politique régionale constructive

Je demanderai le classement en zone II des cinq cantons de Bailleul, Hazebrouck et Merville de façon à favoriser l'implantation d'usines qui assureront la création d'emplois nouveaux dont la nécessité se fait sentir chaque jour, notamment pour les jeunes.

Je travaillerai au rétablissement de la Sous-Préfecture d'Hazebrouck qui est indispensable pour aider les Maires et les Municipalités dans la tâche très lourde qui leur incombe et qui augmente chaque jour.

J'habiterai la circonscription et je tiendrai régulièrement des permanences aux chefs-lieux de cantons, pendant toute la durée de mon mandat, permanences au cours desquelles je serai à la disposition des électrices et des électeurs pour les conseiller et les aider.

Je visiterai périodiquement toutes les communes.

Je réunirai chaque année, dans chaque chef-lieu de canton le Conseiller Général et les Maires et à Hazebrouck également chaque année les Conseillers Généraux et les Maires des cinq cantons composant la circonscription avec les représentants des organisations syndicales, agricoles, ouvrières, industrielles et commerciales. Ainsi un dialogue permanent sera établi avec les électrices et les électeurs, avec les représentants des collectivités et moi-même et cette méthode me permettra de travailler efficacement en connaissance de cause, et en union avec tous les Conseillers Généraux et avec tous les Maires, à la défense active des intérêts de notre région.

● Tel est le programme que je me propose de réaliser si vous me faites l'honneur de me désigner le 5 Mars prochain pour vous représenter à l'Assemblée Nationale.

● Votre vote le 5 Mars engagera l'avenir pour cinq ans.

Je vous demande votre confiance pour maintenir la Vème RÉPUBLIQUE, et faire en sorte qu'elle soit DÉMOCRATIQUE, SOCIALE et EUROPÉENNE.

Vivent la Flandre et la Vallée de la Lys ! Vive la République ! Vive la France !

Maurice BÉCUWE

Officier de la Légion d'Honneur par décret du Général de Gaulle, Président de la République, en date du 27 Octobre 1960.

Officier d'Académie - Chevalier du Mérite Agricole

Médaille d'Or de l'Education Physique et des Sports.

Ancien Directeur du Cabinet du Président Robert SCHUMAN au Ministère des Finances et Ancien Directeur des Cabinets de MM. Robert SCHUMAN et André MARIE à la Présidence du Conseil.

Candidat du CENTRE DÉMOCRATE
pour l'Union Sociale et Agraire
et la Concentration Républicaine.

SUPPLEANT

Docteur Albert PROTIN

Médaillé des Anciens Combattants de Dunkerque et Chevalier du Mérite Agricole.

Conseiller Général, Maire de Vieux-Berquin

IMPRIMERIE INDICATEUR - HAZEBROUCK